



**Samedi 12 juin 2021 – Bourg-en-Bresse**  
**Manifestation pour les libertés et contre les politiques d'extrême droite**

## **Prise de parole de la CGT Educ'action de l'Ain**

Camarades,

**Quand on parle de l'« extrême droite », généralement, on pense « suppression des libertés ».**

De fait, la CGT Educ'action rappelle dans l'appel de son Xe congrès :

*Nous subissons actuellement la pratique brutale et autoritaire du pouvoir, la répression policière, la criminalisation des militantes, l'état d'urgence permanent et l'accentuation de l'arsenal répressif comme en témoigne la loi dite « sécurité globale ». [...] Les thématiques et les exigences de l'extrême-droite, racistes et réactionnaires, sont parvenues à se diffuser au plus haut niveau de l'État et du débat politique. En attestent les attaques contre l'Observatoire de la laïcité, contre l'écriture inclusive, la tentative de dissolution de l'Unef sous prétexte d'organisation de réunions non-mixtes, la loi « confortant le respect des principes de la république et de lutte contre le séparatisme », la politique migratoire répressive à l'encontre des réfugiés<sup>1</sup>.*

**Mais l'extrême droite, ce n'est pas que la suppression des libertés.**

L'extrême droite, c'est aussi le triomphe du libéralisme ou de ce qu'on pourrait appeler son « nom scientifique » : le capitalisme ; avec leur cortège de destructions, de renforcement des rapports de domination et d'exploitation basés sur l'origine sociale, le genre, la couleur de peau... La CGT Educ'action, dans l'appel de son Xe congrès, dit aussi :

*En France, depuis 2017, Emmanuel Macron poursuit une politique au service des classes dominantes contre le monde du travail, les plus précaires, les discriminées sur un ton de profond mépris. Sur le plan économique, des mesures les plus symboliques comme la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF) à la réforme régressive de l'assurance chômage, nous subissons de plein fouet une politique d'austérité alliée à une idéologie de la mise en concurrence généralisée. À la faveur de la crise du Covid-19, le gouvernement a utilisé la stratégie du choc pour imposer des mesures antisociales conduisant à l'accroissement des inégalités : d'un côté l'explosion des dividendes des capitalistes, de l'autre l'aggravation de la pauvreté, de la précarité et du chômage.*

*L'Éducation n'est pas épargnée. Les contre-réformes de la voie professionnelle et du lycée général et technologique, du baccalauréat et de l'accès à l'université, la mise au pas des enseignantes en maternelle et élémentaire, les entraves aux libertés pédagogiques, la casse prévue de l'Éducation Prioritaire organisent le tri social et la mise en concurrence des élèves et des personnels sur fond de réduction de moyens. L'intensification des pressions hiérarchiques s'ajoute à la perte de sens de nos métiers. Le recours à des personnels précaires s'accroît. La crise sanitaire a mis en évidence les carences d'un service public d'Éducation déjà attaqué depuis des années<sup>2</sup>.*

<sup>1</sup> CGT Educ'action, Appel du Xe congrès, 21 mai 2021 : <http://www.educationcgtain.fr/wp-content/uploads/2021/05/Appel-du-congres-2021-OK.pdf>

<sup>2</sup> Ibidem.

Et le même constat s'impose dans tous les services publics.

**Bref : la réduction ou la suppression des libertés, les attaques contre l'Etat de droit sont des moyens.**

Des moyens pour mettre en œuvre des programmes fanatiquement ultra-libéraux, d'un capitalisme extrémiste servant exclusivement des intérêts de classe bourgeois. La sordide affaire de notre camarade récemment menacé de mort en atteste : « comme aux heures les plus sombres du fascisme européen, tout paraît devenir possible à certain·es lorsqu'il s'agit de préserver ces intérêts<sup>3</sup> ».

**Nous aimerions terminer cette prise de parole par un plaidoyer pour les syndicats.**

Car pour lutter contre l'extrême droite, le syndicat est un outil privilégié. Ce n'est pas un hasard si on constate « une volonté avérée de délégitimer et de combattre l'action et l'implantation syndicales de la part des gouvernements successifs et du patronat, volonté particulièrement constante et assumée depuis la contre-réforme du Code du Travail de 2016<sup>4</sup> » ou plus récemment la réforme de la Fonction publique.

Pourquoi ? Parce que le syndicat opère un rassemblement aussi large que possible des exploité·es :

- Le syndicat nous rassemble à partir du seul critère de classe : on ne fait pas toutes parties des « classes populaires », c'est vrai. En revanche, à moins d'être soi-même propriétaire d'un moyen de production, la plupart d'entre nous faisons partie de LA classe laborieuse. Le syndicat nous rassemble donc autour d'une oppression qui nous touche toutes, en tant que travailleurs et travailleuses : l'exploitation capitaliste.
- Il nous rassemble aussi au-delà de ce qui peut habituellement nous diviser : différences d'éducatons, nationalités, religions...
- Il nous rassemble enfin au-delà de notre croyance en l'efficacité ou non des urnes.

Mais le syndicat est aussi un outil de lutte privilégié contre l'extrême droite parce que : ça marche. Pour rappel : « la forte mobilisation de l'année dernière a mis en échec – au moins temporairement – la réforme des retraites<sup>5</sup> ».

Bref.

**Prolétaires... exploité·es, opprimé·es de tous les pays : unissons-nous !**

**On ne lâchera rien.**

---

<sup>3</sup> CGT Educ'action de l'Ain, proposition de motion à usage interne à la CGT de l'Ain, rédigée collectivement en CE de la CGT Educ'action de l'Ain.

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> CGT Educ'action, Appel du Xe congrès.